

# Le Petit Journal

# LINGUIZZETTA



## GRANDS DÉBATS

Notre commune est plus vivante quand vous participez !

# Edito du Maire

Nous avons à Linguizzetta, depuis notre élection, coutume de débattre deux à trois fois par an des affaires de la commune. Il m'a été demandé cette fois d'élargir cette pratique à la crise des gilets jaunes et aux difficultés du pouvoir d'achat. Cela s'est donc fait tout naturellement pour **permettre aux habitants de notre commune et des communes voisines de participer au Grand Débat National.**

Dès le 11 décembre 2018, la municipalité de Linguizzetta a mis en place un **cahier de doléances.**

Puis, nous avons décidé d'organiser un ou deux débats selon l'intérêt suscité. Nous avons d'emblée fait le choix que nos débats seraient **libres et non corsetés par les quatre thèmes choisis du débat national** préférant laisser à la population le soin de sélectionner les idées qu'elle souhaitait développer.

Nous croyons en l'idée que la démocratie participative est un processus d'intéressement à la chose publique. Elle est, pour nous, liée à l'idée d'information, d'explication et d'association à la délibération.

Ce grand débat permet à notre avis d'institutionnaliser, dans la durée, de nouveaux acteurs et de nouvelles légitimités. Un retour des citoyens ordinaires que nous sommes dans la prise de décisions publiques. Alors même que chacun a conscience de la crise et des limites du système de la démocratie représentative.

**Nous sommes convaincus que les actions et décisions publiques gagnent en efficacité lorsqu'elles se fondent dans l'écoute et la réflexion collective.**

De nombreuses propositions ont fleuri à Linguizzetta.

Certaines attendues, trop longues à énumérer, d'autres moins attendues mais particulièrement intéressantes.

Je pense en particulier à la **création d'un conservatoire des terres agricoles sous le modèle du conservatoire du littoral**, ainsi qu'à la **création d'un statut d'entreprise privée de « salut social » dans les zones défavorisées à faible démographie sur laquelle se grefferait un revenu universel d'utilité sociale.**

J'ai beaucoup apprécié ces débats, libres et vivants, il n'y avait ni plainte ni incantation. Des souffrances réelles mais d'abord des propositions encore des propositions pour les exorciser, pour vivre mieux, pour retrouver une place dans la société, pour rétablir une confiance évanouie.

Regardez la difficulté qu'ont les gilets jaunes à se faire confiance, à accepter que quelqu'un les représente. Cela ne peut que nous questionner. **Il n'est que la parole, la rencontre pour transpercer son propre repli.**

Le débat est toujours préférable à la trique, à la pensée unique.

À l'issue de ce processus inédit, l'exécutif fera connaître ses choix. Nous attendons de voir les décisions qui seront prises. Nous espérons qu'elles réconcilieront la France avec elle-même, avec ses citoyens, avec ses territoires.

Votre Maire,

*Séverin Medori*



## Débat du Samedi 2 février 2019

De nombreux constats ont été dressés, des questions ont été posées au représentant de LREM qui s'est volontairement engagé à essayer de trouver les réponses sur plusieurs sujets (CMU étudiants, désert médical...).



### Thèmes et contributions :

#### L'agriculture :

- Devant la financiarisation de l'agriculture, la création d'un conservatoire des terres agricoles sur le modèle du conservatoire du littoral a été proposé.
- Surtaxations des terrains agricoles en friche. Deux objectifs : redonner des terrains à des jeunes agriculteurs et/ou basculer les impôts collectés pour abonder un fond d'augmentation des retraites agricoles particulièrement faibles.

#### Le commerce :

- La vente en France doit se faire selon les normes françaises environnementales et sociales, avec obligation d'un calendrier d'harmonisation Européenne et la possibilité de surtaxer les produits étrangers ne correspondant pas.

#### Les transports :

- La plaine orientale est mal desservie par le service public. Dans l'attente d'un train à Folelli, un effort sur les autocars, par délégation de service public, avec des rotations harmonisées pour le travail doit être réalisé. Avec l'ouverture de services publics et de trains de Casamozza pour se rendre à Bastia.

#### Le travail :

- Faire une fois pour toute la transparence entre le revenu total disponible des petits salaires et le revenu total disponible des aides sociales puis faire une sorte de différence conséquente pour forcer le choix du travail.

#### La fiscalité :

- Évaluation de toutes les niches fiscales puis suppressions de celles improductives.
- Suppression des allocations familiales au-dessus d'un certain seuil de revenu. Mais cette somme doit être réinjectée sur les familles en difficulté et non dans le budget général.
- Préciser à chaque foyer fiscal l'utilisation de l'impôt, école, hôpitaux...
- Réforme de la plus-value sur les ventes de biens immeubles pour les favoriser.

#### La taxe sur les ordures ménagères :

- Trop injuste, il faut la calculer sur la production de déchets et non sur la valeur locative de la maison. Aujourd'hui une personne seule dans une grande maison paie plus qu'une famille de six personnes dans une maison moyenne.
- Il faudrait changer la loi pour garantir le paiement aux collectivités qui ont choisi cette formule devant la sécurité du recouvrement.

#### L'administration :

- Tout existe en France, tout sur chaque sujet pour chaque cas mais c'est tellement compliqué, tellement pinailleur que la majorité de la population ne va pas au bout des procédures et abdique.
- Il y a une demande d'une véritable simplification administrative : que les choses soient simples claires et lisibles. C'est inhumain aujourd'hui.

**Plusieurs voix se sont élevées contre la loi anticasseurs.** La raison principale : c'est le citoyen qu'on intimide et pas les casseurs !

# Les gilets jaunes

## « *La Corse en Colère* »

### Principales contributions des gilets jaunes.



### Une grande partie des revendications sociales et sociétales du collectif.

- 1. Baisse immédiate du prix des carburants.** Stop au monopole et ouverture à une véritable concurrence comme des stations dans les Grandes Surfaces (G.S.) et plus de choix des carburants : Bio, éthanol et autres.
- 2. Amélioration drastique du logement social.** Loyer hors de prix en Corse. **Obligation faite aux maires de construire et d'encadrer les tarifs de location.** Le logement représente 50 à 60 % du budget mensuel de ces personnes obligées d'emprunter et pouvoir seulement vivre en Corse ! Un foyer sur 5 vit en dessous du seuil de pauvreté.
- 3. Alignement des prix de l'alimentation sur les prix du continent.** C'est 20% à 30% du budget mensuel ! Alors que les G.S. bénéficient de subventions, d'aides et de la continuité territoriale !
- 4. Stop au monopole des G.S. Implantation des G.S.** « low cost » comme lidl et autres sur tout le territoire pour les revenus les plus modestes. Ce n'est pas seulement de restos du cœur ou d'épiceries solidaires dont ont besoin nos anciens et toutes les personnes vivant dans la précarité, mais d'une contrepartie adaptée à leur niveau de vie.
- 5. Baisse immédiate des transports aériens et maritimes** et applications de vrais tarifs résidents.
- 6. Amélioration de l'accès à la propriété** pour nos enfants et les résidents corses. Trop peu de lotissements communaux pour les résidents permanents. Pourquoi ?
- 7. Amélioration du ciblage de la formation de nos jeunes localement et régionalement.** L'offre des formations et d'apprentissage est beaucoup trop disparate et non adaptée aux réels besoins des entreprises (jamais consultées).
- 8. Recensement des personnes vivant dans la précarité.**
- 9. Résorption des déserts médicaux.**
- 10. Mise en place de transports en commun dans le rural** à des tarifs de type « Bus Macron ».

Liste non-exhaustive.

## Débat du Samedi 9 mars 2019



### Thèmes et contributions :

#### Agriculture :

- La divagation animale, surtout des bovins, est une plaie mortelle pour la Corse. La législation actuelle ne permet pas et ne permettra pas de solutionner définitivement cet épineux problème. Il est proposé de créer un statut d'animal sauvage et nuisible pour les vaches errantes non bouclées qui donc n'appartiennent à personne et sont un danger permanent.

- Le problème des retraites agricoles a de nouveau été abordé. Comme lors du premier débat, leur faible niveau de rémunération est un empêchement majeur à une vie décente.

#### Environnement :

- De nombreuses solutions « à la mode » semblent irréelles. Elles sont bien plus polluantes que certaines activités réputées telles que : L'empreinte carbone qui est devenue la mesure de référence de toute activité. Or les règles économiques, les niches fiscales et autres incitations ne devraient avoir comme objectif qu'une diminution de l'empreinte écologique à l'échelle mondiale.

De nombreuses études mettent en exergue la pollution engendrée par les supertankers et les vols aériens toujours de plus en plus nombreux pour satisfaire le commerce mondial délocalisé. De plus, la pollution future générée par la fabrication des batteries, des voitures électriques et des panneaux photovoltaïques venant de loin n'est pas prise en considération. Leur réhabilitation, leur stockage et leur dépollution non plus.

- Débat sur la méthanisation ainsi que sur l'incinération avec production d'électricité. (Un en Haute-Corse et un en Corse du Sud).  
Seul sur la nécessité absolue de trier le consensus se fait jour. La crainte étant que les besoins de matière première conduisent à ne pas trier.

#### Vie publique :

- Diminuer le nombre d'élus et surtout supprimer, une fois pour toute, les avantages liés à leur fonction que rien ne peut justifier : frais d'obsèques, voyages gratuits, prêts bonifiés... Les élus doivent avoir les mêmes droits et devoirs que les non-élus, rien de plus.

- Simplifier la mille-feuille territoriale : il y a trop de strates administratives. La remise à plat de la loi NOTRe devrait permettre dans certains cas de supprimer des Communauté de Communes inopérantes, de supprimer des SIVU et des SIVOM, de clarifier les compétences de manière à savoir qui fait quoi, qui est responsable. Là, chacun se renvoie la balle et nous, citoyens, sommes ballottés de services en services et surtout perdus.

#### Le revenu universel :

- Tout comme lors du premier débat, il a été proposé d'instaurer ce revenu en lieu et place de toutes les autres aides sociales. De nombreuses questions techniques restent en suspens : avec plafond de ressource ou non ? A partir de quel âge ? Va-t-il concurrencer et affaiblir le salaire minimum ?

C'est un sujet qui va continuer à alimenter bien des débats tant son instauration bouleverserait nos sociétés...

#### La continuité territoriale :

- Les tarifs sont élevés. Monsieur le maire conseille aux personnes intéressées de lire la remarquable tribune de Monsieur Mattei, sa participation au grand débat, qui précise bien la chose : « *passer aux aides directes et unitaires. Si telle catégorie sociale a besoin d'être aidée pour ses déplacements (malades, résidents, chômeur, retraités, étudiants...), pourquoi ne pas y contribuer directement par une aide financière ? Il n'est pas nécessaire d'aider les compagnies maritimes pour cela, l'aide doit être versée aux bénéficiaires pour éviter toute dérive.* »

# Contributions

## Taxes et impôts :

- Les taxes des artisans et des petits entrepreneurs sont exorbitantes et sont un frein à l'embauche dans toute la France et particulièrement dans notre milieu rural au faible tissu économique et démographique.

La fiscalité doit être repensée dans sa globalité pour considérer qu'un emploi dans un village isolé peut sauver une école, empêcher la fermeture d'un commerce, etc.

- Un statut d'entreprise de « salut social » doit être inventé. Ce n'est plus avec de vieilles recettes éculées que la désertification sera stoppée.

- Suppression des taxes sur le fuel pour les entreprises n'ayant pas accès au service public de l'électricité, il en existe encore en Corse qui ne peuvent se brancher sur les lignes d'EDF !

Création d'un service public d'autocars en plaine orientale sous l'égide de la Collectivité de Corse, avec des horaires adaptés aux horaires du service public ferroviaire et aux ouvertures des services publics.

## La municipalité a été interrogée sur la législation et les pouvoirs de police administrative sur les thèmes suivants :

La lutte contre les incendies, l'incivisme autour des points d'apports volontaires, la réapparition de décharges sauvages et la divagation animale. Nous espérons que nos réponses ont été claires et précises.

Cela serait la seule possibilité actuelle de se passer de la voiture en zone rurale.

Nous sommes captifs, sans possibilité de choix pour diminuer notre consommation de carburant.

## Sécurité routière :

- L'amélioration du réseau routier secondaire en mauvais état en certains endroits depuis longtemps, malgré les efforts entrepris depuis 2015, risque d'être une nouvelle fois retardée devant la multiplication des intempéries occasionnant de plus en plus de dégâts. Certains rattrapages nécessaires vont être oubliés. Pourtant il en va de notre sécurité.

Le passage aux 80 km/h de manière uniforme est contre-productif. Il faut adapter la vitesse à l'état réel des routes.

Sur certaines routes 80 km/h c'est encore trop et sur d'autres 90km/h n'était pas un problème.

La décision doit être locale et non nationale.

## CONTRIBUTIONS DU CAHIER DE DOLÉANCES



Dès les 11 décembre 2018, la municipalité de Linguizzetta a mis en place un cahier de doléances.

### Contributions écrites :

- Plainte contre la très forte augmentation de tous les impôts de la Communauté de Communes Oriente.

- Le faible niveau des retraites agricoles et l'augmentation régulière des mutuelles.

- « *Macron ne tient pas parole sur la baisse de la taxe d'habitation (Nous avons expliqué que cela était dû à la hausse*

*d'impôt de la cc-orienté qui a "neutralisé" la baisse réelle et effective ailleurs). »*

- Cinq contributions qui se ressemblent et tournent autour des mêmes sujets : les 80 km/h et l'augmentation des taxes carburants : Les 80 km/h qui ne sont là que pour mettre plus d'amendes et les augmentations de taxes sont la manière la plus simpliste de compenser les cadeaux faits "aux riches" par le président Macron. Les automobilistes captifs que nous sommes dans les zones rurales sans aucune autre possibilité que de prendre la voiture pour travailler, se soigner, faire ses courses...pour vivre tout simplement, paieront les diminutions d'impôts.
- Famille F : « *Chasse à l'évasion fiscale, diminution du nombre des députés et sénateurs, fin de leurs privilèges. Revoir la politique de recrutement des fonctionnaires et en augmenter la rémunération. Baisse des taxes sur le carburant, annulation de la hausse de la CSG. Augmentation des petites retraites. »*

## CONTRIBUTIONS PAR COURRIELS

- Extrait de la lettre ouverte à Madame la préfète de Corse adressée par « Per u difesu è u sviluppu di i nostri paesi » moratoire sur la suppression de la fermeture des services publics dans le milieu rural :

« Madame la Préfète, depuis de nombreuses années, les services publics de proximité dans nos villages sont fermés ou démantelés : écoles, bureaux de postes, perceptions... En conséquence en tant que citoyen et au nom du respect des lois de la République, nos droits et nos devoirs, **je vous demande de respecter nos droits en faisant appliquer la loi montagne et en décidant la mise en place d'un moratoire sur les fermetures et le démantèlement des services publics...** »

- Une pétition a été adressée à Monsieur le Président de la République pour le respect et l'application de la loi montagne en Corse.

- Une réponse de A Manca Naziunale à la lettre du Président de la République :

« Nous sommes autogestionnaires, anticapitalistes et partisans du droit à l'auto-détermination. Nous affirmons que votre Etat s'obstine à nier la dimension politique de nos engagements. »

- Dissolution de l'Assemblée Nationale par X-F.B. :

« En dépit du respect de toutes les initiatives, visant à sortir de la crise, je dis et je maintiens qu'il faut revenir à la case départ. Le pays est mécontent ou dans la rue ! Ici ce ne sont pas les artifices ou les arguties qui régleront les problèmes. **Votre débat national qui voudrait corriger vos erreurs arrive bien tard, de plus votre déni sur la situation de la Corse est insupportable je demande la dissolution de l'assemblée nationale et le retour aux urnes.** »

- « La fièvre immobilière » par T.C. Devant la défiguration architecturale de la Corse, il demande l'application du statut de résident agréé d'un statut interne.

« Ce Paradis (qu'est la Corse) doit avoir son purgatoire avant de s'ouvrir sur le jardin d'Eden. **Ce purgatoire s'appelle le statut de résident dans le cadre d'une autonomie.** »

- « L'importance grandissante et de plus en plus insupportable des taxes sur la facture d'électricité. (Ex : plus de 30%). »

- « La suppression de la taxe Cahuzac qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales. »

- Par S.M. « Refondation complète de la loi NOTRe : elle est une perversion ! Elle n'a pas les résultats comptables escomptés, elle n'a pas atteint l'objectif de clarification des compétences entre les collectivités. C'est la double peine dans les communautés de communes (CC) étalées spatialement car pauvres démographiquement.

C'est catastrophique ! **C'est plus d'impôts pour moins de services, il ne peut en être autrement.**

Faire du débat sur la loi NOTRe un débat technique, transférer par la contrainte le pouvoir démocratique de la commune sous couvert de rationalité à la CC, c'est déjà prendre un biais idéologique en décidant que ce transfert de compétences n'est pas politique et ne relève pas du contrat social. Or, les CC lèvent l'impôt et cela ne s'inscrirait pas dans le contrat social ? ce n'est pas sérieux !

**Le monde rural est fragile. Cette loi accentue la fracture territoriale.** L'isolement accru en fait une vraie fracture ouverte, une plaie béante qui attise la défiance envers la France d'en haut. »

« **Sortir de la crise des gilets jaunes par un choc décentralisateur. Avoir une décentralisation enfin aboutie, c'est à dire, l'autonomie accompagnée d'une différenciation territoriale possible.**

Comment peut-on continuer à faire des lois uniformes pour tous les territoires alors qu'ils sont tous différents ? On doit pouvoir s'adapter à l'intérieur de chaque région de chaque microrégion aux réalités démographiques et économiques.

Il faut repenser les collectivités intermédiaires (CC, syndicats mixtes...), elles sont budgétivores pour peu de résultats. Certaines CC se comportent déjà comme de petits conseils généraux, on ne les a pas, à juste titre, supprimés pour en reproduire les tares. »

« Des questions se posent : Quelle articulation entre la Collectivité de Corse et le reste des territoires ?

Quelles collectivités doivent exister ? Lesquelles doivent intervenir ? Avec quelles compétences et quelle gouvernance ? »

« Il nous faut une autonomie du concret et non pas du symbole. **Attribuer à chaque collectivité des compétences et des moyens est la condition première d'une clarification des responsabilités** qui permettra aux citoyens comme aux acteurs économiques d'identifier des interlocuteurs et de pouvoir juger les élus sur des faits identifiables et de les porter responsables de leurs actions. »



# GRANDS DÉBATS LINGUIZZETTA

**Mairie de Linguizzetta**

Email : [mairie-linguizzetta@wanadoo.fr](mailto:mairie-linguizzetta@wanadoo.fr) - Tél : 04 95 38 90 10

Conception : Mairie de Linguizzetta et CumunicAzzione

Impression : Imprimerie du FiumOrbu